



Pour une Europe des résultats

L'Europe est à nouveau confrontée à de multiples défis, internes et externes qui nécessitent bien souvent une réponse européenne.

Au nom de ses 40 fédérations sectorielles issues tant de l'industrie que des services, la FEB soutient résolument la poursuite du processus d'intégration économique en Europe. Ceci, vu ses retombées positives et les valeurs qui le sous-tendent.

Ce soutien fut conforté par les résultats d'un sondage mené début d'année auprès de 250 CEOs. En-effet, seuls 2 % d'entre eux s'y sont déclarés pour « moins d'Europe ».

Mais l'action de l'UE doit faire sens. Les CEOs sondés ont majoritairement plaidé pour plus d'efficacité – c.à.d. une « meilleure Europe », avant plus d'harmonisation – c.à.d. « plus d'Europe ».

C'est la raison pourquoi nous plaidons pour des résultats dans une série de tâches clés où l'action de l'UE apporte une réelle valeur ajoutée. Le but devant être de renforcer la compétitivité internationale de nos entreprises et de soutenir celles-ci dans leur adaptation permanente aux défis liés à la mondialisation, à la digitalisation et à la durabilité. La bonne santé de nos entreprises étant essentielle pour les progrès sociaux et environnementaux futurs.

Et pour ce faire, l'UE doit réellement tenir compte des intérêts de tous les États membres – y compris des plus petits (dont le BENELUX), et les efforts en vue d'une meilleure réglementation européenne doivent être poursuivis.

En ce début de nouvelle législature européenne, la FEB a pointé 7 domaines clés.

Les 3 premiers domaines furent identifiés, dans notre sondage, comme les 3 principales forces de l'UE.

Les CEOs ont ainsi identifié l'euro comme étant la 1ère force de l'UE. Et la FEB soutient l'approfondissement de la zone euro. Mais nous sommes d'avis qu'il incombe d'abord aux

autorités nationales d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles. Ceci, afin de créer les conditions nécessaires pour l'introduction graduelle, par la suite, d'une gestion plus commune des risques.

Vient ensuite le marché intérieur, à la fois crucial mais toujours perfectible. Les CEOs l'ont qualifié de 2ème force de l'UE, mais ils ont également pointé sa fragmentation comme étant la 2ème faiblesse de l'UE. Nous estimons donc qu'il faut poursuivre l'approfondissement du marché intérieur, pour les biens et les services, et dans l'économie réelle et digitale. Mais l'UE doit aussi mieux garantir l'application conforme et homogène des législations UE au plan national. Il faut pour cela lutter contre la fragmentation réglementaire et le protectionnisme afin de garantir un réel « level playing field » européen.

Notre 3ème priorité concerne le commerce international. Pour les CEOs interrogés, la capacité de l'UE à négocier des accords commerciaux constitue sa 3ème force. Mais ils ont aussi placé notre compétitivité face à la concurrence internationale et les tensions commerciales dans le top 3 des principaux défis qui se présentent à l'UE. Le soutien de l'UE à un système commercial basé sur des règles est donc primordial. Nous demandons à l'UE d'œuvrer à la modernisation de l'OMC, tout en continuant de négocier des accords de libre-échange ambitieux, destinés à faciliter les flux commerciaux. Mais ici aussi, l'objectif doit être d'assurer un réel « level playing field », garantir la saine concurrence et œuvrer à davantage de réciprocité.

Viennent ensuite les questions liées à l'énergie, au climat et à l'environnement. Il est pour nous crucial que toutes les initiatives de l'UE contribuent à 3 objectifs, placés sur un pied d'égalité. A savoir assurer 1) des prix de l'énergie compétitifs et abordables, 2) la sécurité d'approvisionnement interne et externe, et 3) le respect des engagements de l'UE en matière climatique.

S'agissant de l'environnement, nos maîtres mots sont ambition et réalisme. Ceci, afin de soutenir la transition vers une économie efficiente dans l'utilisation des ressources, tout en



veillant à la compétitivité internationale de nos industries.

Et dans toutes ces thématiques, l'UE doit soutenir plus efficacement l'innovation. C'est fondamental car, dans notre sondage, 1 CEO sur 3 a estimé que l'UE décourage la prise de risque. Ceci constitue donc un enjeu majeur de compétitivité face à nos concurrents internationaux.

Notre 5ème thème porte sur la fiscalité. Nous estimons que l'UE doit, plus que par le passé, mener un réel agenda positif visant à simplifier la vie des entreprises dans leurs activités transfrontalières. Et ce, prioritairement pour les taxes indirectes comme la TVA. En matière d'impôt des sociétés, l'UE doit également mener une politique ambitieuse de soutien aux entreprises. Ceci, afin de garantir une saine concurrence entre entreprises et veiller à l'attractivité fiscale de l'UE, tout en restaurant la sécurité juridique dont les entreprises ont besoin.

Quant à notre 6ème thème, à savoir les questions sociales, notre priorité va au renforcement d'un réel marché du travail européen, en facilitant la mobilité professionnelle, tout en garantissant bien entendu ici aussi la saine concurrence. L'UE se doit aussi de faciliter l'adaptation des entreprises à la digitalisation et aux nouvelles formes de travail. Et, face au défi que représente la question des compétences, l'UE doit encourager l'apprentissage tout au long de la vie. Mais il est capital que, dans ses politiques sociales, l'UE tienne mieux compte des droits déjà existants au plan national, a fortiori dans les pays disposant déjà d'une sécurité sociale forte.

Et ... last but not least, le BREXIT... Notre priorité demeure, si le BREXIT a lieu, d'éviter une sortie du UK sans accord. Ceci implique une sortie ordonnée, sur base d'un accord adopté par les deux parties, prévoyant une période de transition synonyme de statu quo complet qui, pour nous, doit durer jusqu'à l'entrée en vigueur de la future relation que nous

espérons dense et saine.

Je me réjouis de constater que dans ces dossiers, les positions de la FEB et celles de la FEDIL sont souvent très proches. Raison pour laquelle nous unissons fréquemment nos forces, ensemble avec nos collègues néerlandais, afin de porter la voix du BENELUX à l'égard de nos autorités respectives ou du Secrétariat général du BENELUX, ou dans les travaux de notre coupole BusinessEurope.

Quoi de plus naturel, au vu des excellentes relations économiques entre nos pays. J'ai d'ailleurs récemment encore pu en avoir la confirmation, lors des multiples activités économiques organisées dans le cadre de la Visite d'Etat que les souverains belges ont effectué au Grand-Duché de Luxembourg en octobre dernier.

Je suis convaincu que les contacts nourris entre la FEB et la FEDIL continueront à contribuer à ces objectifs communs.

Bernard Gilliot, Président FEB